Critique Sociale

Bulletin d'informations et d'analyses pour la conquête de la démocratie et de l'égalité

numéro 7 - septembre 2009

Printemps 2009, l'inefficacité des directions "syndicales"

Le début de l'année 2009 a été marqué par le succès des journées de grèves et de manifestations du jeudi 29 janvier puis du jeudi 19 mars : 2 millions et demi, puis 3 millions de manifestants. Mais ce fort potentiel a finalement débouché sur un échec au niveau des revendications.

La journée du 19 mars, non seulement venait très tardivement par rapport au succès du 29 janvier[1], mais surtout ne constituait pas une gradation dans la mobilisation : c'était exactement la même chose, une autre journée isolée de grève et manifestation. Mais le fait que le nombre de manifestants soit encore supérieur a constitué malgré tout une montée en puissance.
L'appel qui a suivi, appel à manifester le 1er mai, était donc d'autant plus un recul : non seulement la date était une fois de plus très tardive, mais ce n'était qu'une journée de manifestation, cette fois sans grève. A partir de là le reflux était clair, et après le 1er mai l'appel à deux journées séparées (mardi 26 mai et samedi 13 juin) a achevé d'enterrer le mouvement d'ensemble qui aurait pu se construire ce printemps 2009.

Cette défaite pour les travailleurs marque l'échec du principe des journées isolées, appelées tous les un ou deux mois (en langage de dirigeant CGT, on appelle ça un « *temps fort national interprofessionnel* »[2]). C'est un échec flagrant de la tactique des 8 directions regroupées en intersyndicale – CGT, CFDT, FO, CGC, CFTC, FSU, UNSA et Solidaires[3].

Pourtant le climat social était propice à une lutte d'ensemble, avec d'importantes mobilisations locales contre les licenciements massifs, accompagnées parfois de séquestrations de patrons.

---

[1] Voir : « Succès du 29 janvier : quelles suites ? », *Critique Sociale* n° 5, février 2009.
[2] Document d'orientation et résolutions pour le 49e congrès, par la direction de la CGT (juillet 2009), alinéa II - 52.
[3] Lors de l'intersyndicale du 20 mars, Solidaires et la FSU se sont prononcés pour une nouvelle journée de mobilisation avant le 1er mai (« *avant la fin du mois de mars* » pour Solidaires, « *le samedi 28 mars ou 4 avril* » pour la FSU). Minoritaires, ils se sont ensuite ralliés à la position attentiste. Mais même cette perspective minoritaire ne visait qu'à rapprocher les journées isolées, et ne permettait pas de contribuer à un véritable passage de la lutte au stade supérieur.

Ces luttes auto-organisées – ce qui est une des raisons de leur force – ont recours à des moyens d'action qui sont à la mesure des attaques. Il y a également eu d'importants débuts de convergences : à la fois entre travailleurs de différents pays employés par les mêmes groupes, et entre travailleurs de différentes entreprises géographiquement proches qui procèdent à des licenciements massifs.
Convergence et auto-organisations sont des éléments très positifs, mais il y a néanmoins une relative fragmentation de ces luttes, qui se déroulent sans soutien actif des travailleurs qui ne sont pas directement concernés par les licenciements collectifs. Et le plus souvent – mais pas systématiquement – les licenciements ont effectivement lieu, les fruits de la lutte étant l'obtention de primes de licenciements plus correctes que les barèmes minimaux fixés par la loi.

Il y a également l'exemple de la lutte menée en Guadeloupe. Sur la base d'une plate-forme unifiant les diverses revendications, les travailleurs y ont réussi la construction d'une grève générale sur des objectifs communs. Cette mobilisation construite et résolue a permis d'obtenir la satisfaction de certaines revendications importantes. Mais, malgré cet exemple d'une tactique nettement plus payante, les directions des organisations de métropole n'ont pas souhaité s'en inspirer.

La mobilisation des universités

Le printemps 2009 a également été marqué par une mobilisation dans la durée, celle de l'enseignement supérieur[4]. Malgré les forces de la mobilisation, qui a pour une fois regroupé les étudiants et les personnels enseignants et non-enseignants[5], là aussi force est de constater l'échec du mouvement. Le 25 avril, la coordination nationale des personnels Biatoss et ITA[6] constatait avec lucidité que « *après 11 semaines de mobilisation, non seulement le gouvernement n'a répondu que par le mensonge et par le mépris, mais pire encore [il] accélère le processus d'individualisation des carrières et des rémunérations* ».
Quelles sont les causes de cette défaite ? D'une part l'échec est en partie lié à la défaite de l'ensemble des travailleurs. L'enseignement supérieur pouvait très difficilement, à lui seul, faire reculer ce gouvernement. D'autre part, si le mouvement a su se développer dans la durée, il l'a fait souvent en pensant que « tenir » suffirait à gagner. Or non seulement le gouvernement actuel n'aime pas les universités (il préfère les grandes écoles), et ne se chagrine donc pas outre mesure de les voir à l'arrêt, mais il y a plus : les spécificités de la grève dans les facs n'ont semble-t-il pas suffisamment été prises en compte. Pourtant le syndicalisme étudiant a identifié depuis longtemps cela : « *Les grèves dans les universités posent un problème : à la différence des usines où les grèves bloquent l'outil de production et constituent directement un moyen de pression, la grève dans les universités est seulement un moyen. En effet, la grève d'une fac ne sert à rien en soi. On pourrait faire grève deux mois sans que personne ne s'en soucie, excepté les étudiants eux-mêmes.* […] *L'idéal, c'est une grève massive et courte. C'est justement à cause de la mauvaise compréhension du sens d'une grève étudiante que beaucoup pensent que parce que la grève est en place on tient le moyen de pression et qu'il ne reste plus qu'à attendre.* »[7]

Ce mouvement a également été marqué par une importante diversité de situations : au niveau de l'intensité du mouvement, de l'application réelle ou non de la grève, ou encore dans le niveau d'unité entre enseignants, étudiants, et personnels non-enseignants. Sa force était l'auto-organisation en Assemblées Générales et en coordinations nationales, mais malgré cela il y a eu un certain manque d'unité. Il a par

---

[4] Sur les motifs du mouvement, on peut lire notamment : Alain Bihr, « Le mouvement universitaire : Les raisons d'un échec », *A contre courant* n° 205, juin 2009. Le défaut de ce bilan est de ne se concentrer que sur le mouvement des enseignants, en négligeant le mouvement étudiant (ce qui est d'ailleurs révélateur d'un certain manque de convergence, qui a été un des facteurs de faiblesse de cette mobilisation).
Un certain nombre d'éléments importants sur ce mouvement sont évoqués dans l'entretien mené par Antonella Corsani dans *La Revue internationale des livres et des idées* n° 11, mai 2009. Mais cet entretien a été réalisé pendant la mobilisation (en avril), avec deux enseignants et un étudiant (donc sans aucun Biatoss), tous parisiens qui plus est.
[5] Les personnels non-enseignants sont également appelés Biatoss (Bibliothécaires, ingénieurs, administratifs, techniciens, ouvriers de service et de santé).
[6] Ingénieurs, techniciens et administratifs.
[7] *Bases fondamentales du syndicalisme étudiant*, 6e édition, s.d., p. 29. Même texte dans *Bases fondamentales du syndicalisme étudiant*, 4e édition, La Canonnière éditions, 2002, p. 60.

exemple été préjudiciable au mouvement que la Coordination nationale des universités (CNU) soit constituée, au niveau des mandats par université, sur une sur-représentation des enseignants-chercheurs, et une sous-représentation des étudiants.
Il faut constater le manque d'un véritable bilan d'ensemble sur ce qu'a été la mobilisation, dans sa diversité. Par conséquent, il n'est pas étonnant qu'il manque également un débat collectif sur les raisons de l'échec – ne serait-ce que pour ne pas reproduire les mêmes erreurs à l'avenir.

Comprendre l'échec global

Il est nécessaire de revenir sur l'inconsistance de la « stratégie » des directions syndicales. Il y a de toute évidence de leur part une profonde inefficacité, qui découle notamment d'une volonté de ne pas mener de lutte globale contre le pouvoir d'Etat, et de se concentrer essentiellement sur l'organisation de « négociations », et de rencontres « en tête à tête » avec les divers dirigeants politiques. Mais avec quel rapport de force ? La conséquence de leur tiédeur, c'est justement que le rapport de force est défavorable au camp des travailleurs. Donc, par leur propre faute, les bureaucrates « syndicaux » ne peuvent pas obtenir d'avancées.
Et même s'il fallait s'inscrire dans ce cadre, ne serait-il pas beaucoup plus efficace d'avoir un mouvement d'ensemble, une convergence de coordinations nationales – et quitte à rencontrer les chefs de l'Etat, leur envoyer alors des délégués émanant des coordinations, mandatés sur des bases décidées collectivement, et donc ayant de leur côté un rapport de force favorable ?

Le fait de ménager le pouvoir d'Etat n'est qu'un détournement des principes du syndicalisme, et en particulier de la charte d'Amiens. Celle-ci, adoptée par la CGT en 1906, impose la neutralité vis-à-vis des partis politiques, mais pas vis-à-vis de l'Etat (le syndicat devant, par contre, être indépendant par rapport à l'Etat). Ce serait de toute façon une impossible « neutralité » – dont on voit bien en pratique qu'elle équivaut en fait à l'acceptation du pouvoir d'Etat tel qu'il est, tel qu'il s'exerce, même si c'est au mépris flagrant des revendications massivement exprimées par les travailleurs, les jeunes, etc. Or si le pouvoir d'Etat est un mur contre les mobilisations des travailleurs – et c'est effectivement le cas – la prétendue « neutralité » n'est en fait pas autre chose qu'une défaite par forfait.
S'aveugler devant l'existence des rapports de force, en l'occurrence celui qui oppose les travailleurs et l'Etat, c'est refuser de voir la réalité, et c'est du même coup s'empêcher de placer le niveau de mobilisation jusqu'à l'intensité nécessaire pour une victoire effective – alors même que le patronat et le gouvernement sont en position de force, et n'hésitent pas à pousser leur avantage, par exemple par la stratégie du fait accompli.

Il y a au sein des confédérations syndicales (comme dans d'autres structures) un problème d'auto-conservation des groupes dirigeants, lesquels ont une situation sociale différente de celle des salariés qu'ils sont supposés défendre. Bernard Thibault, qui est secrétaire général de la CGT depuis 10 ans (!), a annoncé qu'il veut encore se représenter à ce poste lors du prochain congrès ! Cette bureaucratisation est en soi inacceptable, et cette dérive est encore renforcée par le fait que, bien évidemment, il ne travaille plus... Il devient donc forcément un bureaucrate coupé des réalités quotidiennes de la lutte des classes, inamovible, et finalement ses prises de position sont de plus en plus autonomes par rapport aux syndiqués CGT – dont il est pourtant supposé porter la voix.
Face à ces dérives néfastes, il faut établir et imposer partout ce principe de base : le système des permanents à temps complet est à proscrire absolument. Il faut le remplacer par le système de la rotation des tâches, dans les syndicats comme dans les autres structures.

Autre élément observé ce printemps : l'intersyndicale a, de janvier à juin, maintenu son unité. Evidemment, l'unité vaut à priori mieux que la division. Mais quelle unité ? On a vu au premier semestre 2009 l'unité pour perdre. C'est l'unité d'inaction...
Donc, l'unité intersyndicale a tenu tout ce printemps : mais alors, pourquoi la division en de multiples confédérations demeure-t-elle ? Il n'y a pas tant d'orientations syndicales différentes. Ne serait-ce pas pour conserver tous ces petits appareils ? C'est un des multiples dangers de la dérive bureaucratique,

comme l'avait identifié Rosa Luxemburg, qui parlait d'une « *véritable caste de fonctionnaires syndicaux permanents* », de la « *la tendance à sur-estimer l'organisation qui, peu à peu, de moyen en vue d'une fin se change en une fin en elle-même, en un bien suprême auquel doivent être subordonnés tous les intérêts de la lutte.* » On se retrouve bel et bien avec « *une direction professionnelle par des fonctionnaires syndicaux* », et « *la masse n'a plus qu'à exercer la discipline passive de l'obéissance.* »[8]
Une telle situation est contraire aux principes de base du syndicalisme. De plus, il y a effectivement une importance trop grande donnée aux structures, plutôt qu'au mouvement – les manifestations sont des succès aussi par la présence de non-syndiqués. A ce titre, parler de « manifestations syndicales » pour les manifs dont nous parlons ici, est largement abusif. Les syndicats se doivent d'être au service des mouvements, être au service de l'auto-organisation des travailleurs et surtout pas l'entraver !

Peut-on en l'état parler de trahison ? Par rapport à la défense des intérêts des travailleurs, sans aucun doute. Par contre, la façon de faire des directions bureaucratiques est au fond conforme au système dans lequel ils vivent – et qui les fait vivre. Ce système a une idéologie établie, dont ces bureaucrates ne représentent qu'une des variantes. C'est au sein de cette variante de l'idéologie dominante qu'ils raisonnent, puisqu'ils sont, au niveau de leur existence sociale concrète, hors de la classe sociale formée par les travailleurs.
En effet, l'idéologie dominante veut imposer une vision du syndicalisme qui a été clairement décrite par le journaliste luxemburgiste Daniel Singer : « *la coutume veut que les présentateurs des journaux télévisés parlent d'une "rencontre entre les partenaires sociaux", ce qui signifie des négociations entre les représentants du patronat et des syndicats. Tout un chacun considère cette formulation comme parfaitement normale. Maintenant, imaginez un instant que le journaliste se mette à parler d'une rencontre "entre ennemis de classe" ; il y aurait aussitôt un tollé et des accusations violentes de parti pris idéologique.* » En fait, la première définition « *sous-entend que la relation entre travail et capital est un partenariat, la seconde que c'est un antagonisme. Mais la première appartient à l'idéologie dominante et en conséquence ne soulève pas d'objection ; la seconde choque car elle met en question cette idéologie – et vous ne pouvez douter qu'elle sera étiquetée comme idéologique.* »[9] Or, malheureusement, les dirigeants des confédérations ont pour beaucoup accepté ce vocabulaire – ce qui est l'une des conséquences de leur éloignement vis-à-vis de la réalité quotidienne de ce qu'est le travail salarié, et des rapports réels d'oppression et d'exploitation qui opposent le patronat et les travailleurs.



Pour toutes ces raisons, les appels de l'intersyndicale n'ont donc pas du tout correspondu à l'attente, en particulier après le 19 mars. Mais il serait faux de croire que la solution pourrait venir toute seule d'une décision « d'en haut ». La grève générale se construit à tous les niveaux, mais principalement et avant tout à la base. Or la majorité des 3 millions de manifestants du 19 mars n'ont pas participé à des Assemblées Générales ou à des comités d'action, le jour de la grève ou la veille. Il faut dire que trop souvent de telles

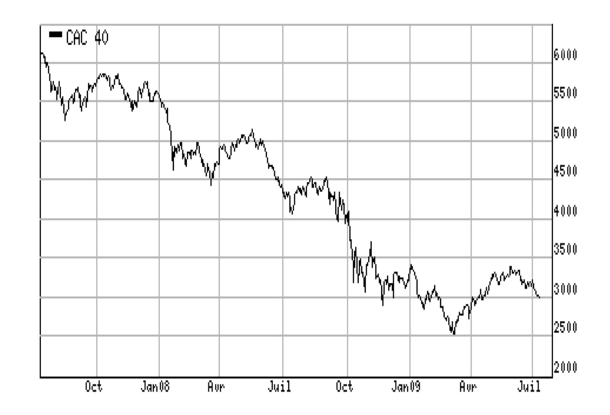
[8] Rosa Luxemburg, *Grève de masses, parti et syndicats*, 1906, citations d'après deux traductions différentes : par Bracke, Spartacus, 1974, pp. 75-77, et par Irène Petit, Maspero, 1969, pp. 168-170.
[9] Daniel Singer, *A qui appartient l'avenir ?, Pour une utopie réaliste*, Complexe, 2004, pp. 310-311.

AG n'ont pas même existé... Evidemment, si l'intersyndicale s'était prononcée pour une perspective claire de mobilisation construite, voire de grève générale, cette participation à la base aurait sans doute été plus importante. Mais la réussite ne doit pas être attendue de l'initiative de quelques dirigeants, elle ne peut être obtenue que par une auto-organisation active de la lutte.
Il ne faut pas se leurrer, construire à la base un véritable mouvement d'ensemble puissant et dans la durée est indispensable, mais suppose de vaincre de nombreuses difficultés. Il y a aujourd'hui des niveaux de conscience très différents, qui sont en partie déterminés par l'existence d'intérêts différents. Les professeurs d'université, par exemple, n'ont pas que leurs chaînes à perdre... Pour prendre ce cas, on voit des éléments potentiellement négatifs issus du mouvement de ce printemps : l'échec malgré un mouvement long entraînant la possibilité de découragement, voire de fatalisme. Mais on doit aussi remarquer cet élément positif qui est le début de compréhension et de lutte commune entre les différents groupes présents à l'université. Quelles que soient les différences de vécus et de conditions sociales, c'est aussi dans la mobilisation que se forge la conscience commune.

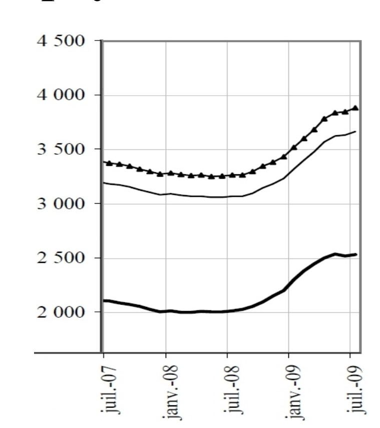
Pour aller vers une lutte unitaire contre le patronat et l'Etat, la priorité – tout en critiquant clairement les causes de l'inefficacité des directions « syndicales » – est de soutenir et de participer à la construction auto-organisée de la lutte à la base, par la base.

* * *

Crise capitaliste : les coupables font payer les victimes



Cours du CAC 40 de juillet 2007 à juillet 2009



Taux de chômage en france de juillet 2007 à juillet 2009[10]

La crise actuelle du capitalisme a éclaté il y a maintenant deux ans, avec la crise des subprimes, et s'est largement aggravée il y a un an à partir de la faillite de la banque Lehman Brothers[11].
Certains soi-disant « experts », plus ou moins directement intéressés financièrement à la mystification des masses à laquelle ils participent, nous annoncent régulièrement la fin de la crise – et ce quasiment depuis son commencement en juillet 2007, et en tout cas depuis bien avant son paroxysme de septembre 2008.

[10] Les trois courbes correspondent à trois calculs différents (il s'agit d'un graphique officiel, diffusé par le ministère du travail). Il existe désormais 5 catégories de chômeurs, de A à E. La courbe la plus basse prend en compte uniquement les chômeurs de catégorie A en france métropolitaine (2.535.200 en juillet 2009, soit une augmentation de 25,6 % en un an) ; la courbe intermédiaire prend en compte les chômeurs de catégories A, B et C en france métropolitaine (3.668.100 en juillet 2009) ; la courbe la plus élevée correspond à la seconde, mais en prenant également en compte les chômeurs A, B et C des départements d'outre-mer (3.888.300 en juillet 2009). Le nombre de demandeurs d'emplois en france métropolitaine dans les 5 catégories atteint 4.180.200 en juillet 2009 (le ministère ne fournit malheureusement pas le chiffre total comprenant les DOM – ni les données brutes qui pourraient permettre de le calculer). Source : *Premières informations et premières synthèses*, août 2009, n° 35.1, Dares et www.travail.gouv.fr.
[11] Voir : « Crise du capitalisme », *Critique Sociale* n° 1, octobre 2008.

Exemple parmi d'autres, il y a quelques semaines un de ces pseudo-experts de télévision expliquait tranquillement que les traders prennent des risques, et donc qu'ils méritent de toucher de très importants bonus financiers. La question lui fut posée : quels sont ces risques ? Réponse : par exemple, le risque de ne pas recevoir de bonus. Voilà qui est d'une logique admirable, digne sans nul doute de Raymond Devos : il faut donner des bonus aux traders pour les récompenser du fait qu'ils prennent le risque de ne pas toucher de bonus... C'est pourtant ce type d'argumentaire, lâché sur le ton du plus grand sérieux, qui assure le soutien médiatique de l'organisation du système financier actuel.

Mais dans la réalité la crise se poursuit, et affecte les conditions de vie d'une part très importante de la population mondiale. L'actuel « embellissement » de la situation pour les dirigeants des banques et les traders, dont l'avenir proche nous dira s'il est momentané ou non, s'obtient par la dégradation pour la majorité. On voit les conséquences de cette logique, en particulier avec l'accroissement du chômage partout dans le monde.
La classe capitaliste a pour le moment réussi à imposer cet étrange principe, qui veut que pour sauver le système financier du séisme de la crise, il faudrait sauver l'oligarchie qui est à sa tête – quand bien même c'est cette même oligarchie capitaliste et politique qui a entraîné la crise. Le maintien de leurs privilèges a un prix, qui passe par un mécanisme de socialisation des pertes. Les coupables de la crise actuelle semblent se venger sur ceux qui étaient déjà hier leurs victimes, en leur faisant payer encore plus afin de ne pas subir, eux, les effets de la crise qu'ils ont eux-mêmes provoqué.

Il y a un an, c'était la saison des annonces sur une « réforme » du capitalisme, et sa mythologique « moralisation » ; on voit ce qu'il en est aujourd'hui. Il pouvait d'ailleurs difficilement en être autrement, le capitalisme étant un système qui ne peut pas exister hors de sa logique de réalisation de profits par l'exploitation des travailleurs. Les financiers ont obtenu que l'intervention des Etats ait un caractère transitoire – ou du moins c'est ce qui est prévu pour le moment. Pour certains grands groupes, la crise a même un effet d'aubaine, leur permettant de licencier plus facilement.
Les capitalistes agissent donc pour que rien ne change, quitte à faire repartir la spirale qui a amené la crise. Le capitalisme a généralement en vue le profit à court terme, et se préoccupe peu des conséquences à long terme. De plus, les capitalistes ont vu depuis plus d'un an (et surtout depuis septembre 2008) les Etats courir à leur secours avec des milliards d'aides, de prêts, de recapitalisation, etc.
Le casino peut donc repartir comme avant : si les joueurs font sauter la banque, ils peuvent à raison penser que les Etats utiliseront de toute façon l'argent public pour permettre une fois de plus au système de se poursuivre.

Mais la crise est loin d'être finie. Et il existe au sein du système capitaliste des forces qui peuvent parfois imposer un cours opposé à ce qui est induit par la logique interne du capitalisme. L'intervention d'un fort mouvement auto-organisé des travailleurs peut radicalement changer la donne.

* * *

La parité au gouvernement, des promesses au reniement

Au cours de la campagne présidentielle de 2007, la candidate du PS Ségolène Royal avait promis de mettre en place si elle était élue un gouvernement respectant la parité femmes-hommes. Le candidat de droite Sarkozy avait alors fait la même promesse. Une fois élu il ne l'a, bien évidemment, jamais tenue.

Au moment où nous imprimons (car la composition du gouvernement change fréquemment, au gré des fluctuations au sein de la cour), au niveau des ministres il y a quatre fois plus d'hommes que de femmes ! Encore faudrait-il également compter le premier ministre...

Pourtant la mesure est tout à fait applicable, et elle est effectivement appliquée par certains sociaux-démocrates au pouvoir : Zapatero en Espagne (9 femmes et 9 hommes : 9 *ministras*, 8 *ministros*, et le premier ministre), et Bachelet au Chili (son gouvernement a été paritaire lors de sa formation en 2006, mais ce n'est plus le cas à l'heure actuelle, le gouvernement étant désormais composé de 12 hommes et 10 femmes).

Il faut rendre la mesure – au moins 50% de femmes au gouvernement – obligatoire. C'est une mesure évidemment transitoire, tant que ce système insuffisamment démocratique existe, et surtout tant que le sexisme existe.

* * *

Une réponse de Victor Serge à Trotsky

Victor Serge (1890-1947), écrivain et militant d'extrême-gauche, participa en URSS à l'opposition contre Staline dès 1923, et fut dans les années 1930 détenu plusieurs années par le pouvoir stalinien.
Ce texte du 12 mars 1939 a été publié pour la première fois le 21 avril 1939 dans Juin 36*, l'organe du Parti Socialiste Ouvrier et Paysan (PSOP), sous le titre : « Leur morale et la nôtre », avec une introduction de Victor Serge (que nous reproduisons ci-dessous). Le texte a été republié en 1973 par les éditions Spartacus (dirigées par René Lefeuvre, ancien du PSOP) sous le titre : « Réponse à Léon Trotsky », en annexe à la première édition francophone de « Les Soviets trahis par les bolcheviks », ouvrage de Rudolf Rocker.*

La Lutte ouvrière du Borinage, « organe de la section belge de la IVe Internationale » (mais oui !) ayant publié un article de Léon-Davidovitch Trotsky me concernant, je lui adressai, le 12 mars, la réponse qu'on va lire – et que cette feuille n'a pas cru devoir publier. J'avais donc tord de croire à sa loyauté. D'autres publications de la « IVe » m'ont attaqué depuis. Je ne leur répondrai pas. J'accepterais volontiers, et même avec joie, la discussion des faits et des idées – pensée marxiste ou histoire de la révolution russe – mais je ne vois vraiment aucune utilité à relever des assertions systématiquement fausses qui ne traduisent en définitive que l'esprit de secte et un singulier manque de camaraderie. La mise au point suivante suffit à faire ressortir la nature de notre désaccord et à suggérer à ce sujet des réflexions profitables... Je ne veux y souligner qu'un point : c'est qu'un grand nombre des derniers combattants de l'opposition de gauche du P.C. de l'U.R.S.S. de 1923, dite par la suite trotskyste, sont – s'il en survit dans les geôles de Staline – de mon avis sur ces questions essentielles ; et que j'ai dès lors la certitude intime de demeurer en complète unité d'esprit avec eux, fidèle aux fins libératrices de l'opposition de 1923, qui ne se battait certes pas pour substituer à un bureaucratisme étrangleur un sectarisme étouffant...

V.S. [avril 1939]

Chers camarades,

J'attends de votre loyauté que vous publiiez les quelques lignes de réponse que voici à un article de Trotsky, dans lequel je suis nommé, – paru dans vos colonnes le 11 mars – intitulé « Les ex-révolutionnaires et la réaction mondiale ».

Léon Trotsky semble, pour autant que je puis m'en rendre compte, vouloir répondre à une étude que j'ai publiée aux Etats-Unis, dans *Partisan Review* et qui paraîtra sous peu en français : « Puissance et limites

du marxisme »[12], mais il est tout à fait évident qu'il y répond sans l'avoir lue... Et cela c'est déplorable. Comme on l'a tant de fois fait à son égard, en Russie, à l'époque où je le défendais de mon mieux, il m'impute des idées que je n'exprime pas et que je n'ai pas, tout en ignorant d'autre part celles que j'exprime. Méthode de discussion insensée, qui appartient au bolchevisme de la décadence comme à tous les sectarismes : car le propre du sectarisme est d'aveugler. Et il est plus facile d'excommunier sans chercher à comprendre que de discuter fraternellement.

Jugez-en :

Trotsky écrit :

« *Victor Serge, par exemple, a récemment annoncé que le bolchevisme passe par une crise présageant une "crise du marxisme". Dans son innocence théorique, Victor Serge s'imagine être le premier à faire cette découverte...* »

(C'est tout à fait à tort que Trotsky s'imagine que je me l'imagine... Mais la chose n'a guère d'importance.)

« *Cependant, à chaque moment de réaction, des dizaines et des centaines de révolutionnaires hésitants se sont levés pour annoncer la crise finale, cruciale et mortelle du marxisme. Que le vieux parti bolchevik se soit épuisé ; qu'il ait dégénéré et qu'il ait péri, cela ne se discute même plus. Mais la fin d'un parti historique qui, pendant une certaine période s'est basé sur la doctrine marxiste, n'est pas la fin de cette doctrine. La défaite d'une armée n'infirme pas les principes fondamentaux de la stratégie. Un artilleur peut tirer loin de sa cible, cela n'infirme pas la balistique, c'est-à-dire la science de l'artillerie. Et si l'armée du prolétariat essuie une défaite ou si son parti dégénère, cela n'infirme pas le marxisme qui est la science de la révolution. Que Victor Serge lui-même traverse "une crise", que ses idées s'embrouillent désespérément, cela se voit. Mais la crise de Victor Serge n'est pas la crise du marxisme.* »

Je ne relève pas l'inutile attaque personnelle contenue dans ces lignes et qui ne constitue, certes, pas une défense du marxisme. J'avais conclu mon étude par ces mots :

« La lutte des classes continue : on entend distinctement craquer, en dépit des replâtrages totalitaires, la charpente du vieil édifice social. Le marxisme connaîtra encore bien des fortunes diverses, peut-être même des éclipses. Sa puissance, conditionnée par les circonstances historiques, n'en apparaît pas moins indéfectible en définitive, puisqu'elle est celle du savoir alliée à la nécessité révolutionnaire. »

Plus haut, j'avais écrit :

« Par suite de son éclatante victoire spirituelle et politique, dans la révolution russe, le marxisme est aujourd'hui menacé d'un immense discrédit et, dans le mouvement ouvrier, d'une démoralisation sans nom » – car tels sont bien les effets du stalinisme, et Trotsky les a souvent dénoncés lui-même en des termes analogues. Seulement, je précisais :

« Est-il besoin de souligner une fois de plus que le marxisme obscurci, falsifié et ensanglanté des fusilleurs de Moscou, n'est plus du marxisme ?... Les masses, par malheur, mettront du temps à s'en apercevoir... »

Il est vrai que je suis – de même que certainement bon nombre de camarades de l'opposition de gauche de l'ancien P.C. de l'U.R.S.S., s'ils survivent dans les prisons de Staline – en désaccord avec Trotsky sur des questions essentielles. Vous voyez par cette lettre que nous avons même des façons différentes de concevoir la discussion : j'estime qu'on doit lire ce que l'on réfute. (J'estime de même que l'on doit, ceci étant à mes yeux un principe de morale révolutionnaire, éviter dans les polémiques entre militants, au sein du mouvement ouvrier, les expressions injurieuses ou blessantes...) Dans l'article en question, j'adressais directement à Trotsky, le reproche suivant, auquel il a préféré ne pas répondre, ce qui me confirme dans l'idée qu'il n'a pas pris la peine de me lire :

« Les chefs du bolchevisme des grandes années n'ont manqué ni de savoir ni d'intelligence, ni d'énergie : ils ont manqué d'audace révolutionnaire toutes les fois qu'il eût fallu chercher (après 1918) des solutions dans la liberté des masses et non dans la contrainte gouvernementale. Ils ont systématiquement bâti non l'Etat-Commune qu'ils avaient annoncé, mais un Etat fort, au sens vieux du mot, fort de sa police, de sa censure, de ses monopoles, de ses bureaux tout-puissants... »

---

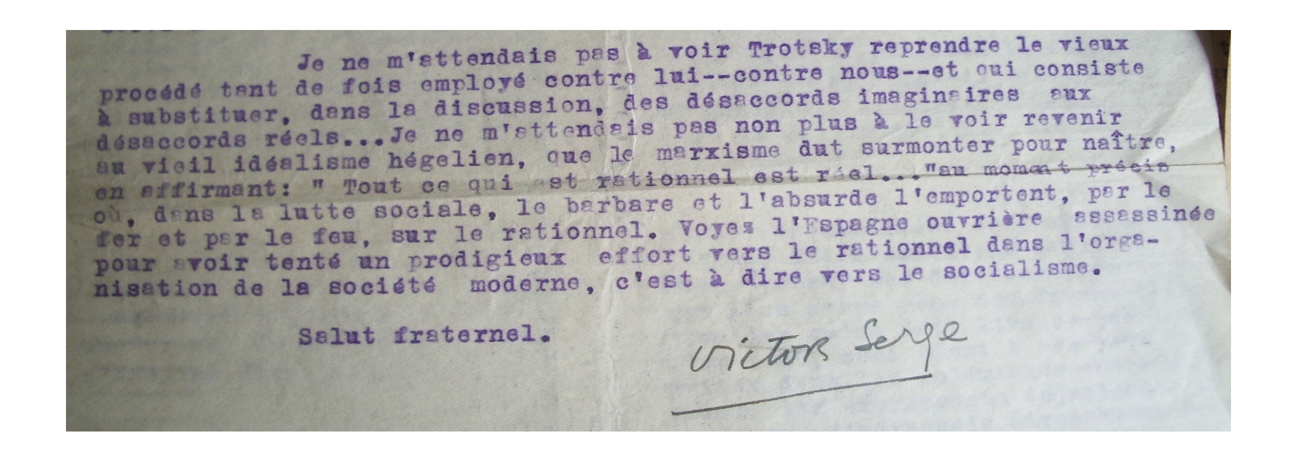
12 La lettre originale à *La Lutte ouvrière* comprend ici une parenthèse : « *(sitôt qu'elle sera parue, je vous l'enverrai)* ». Cette étude de Victor Serge a été publiée dans *Masses* n° 3, mars 1939 (revue dirigée par René Lefeuvre) ; elle est rééditée dans Victor Serge, *16 fusillés à Moscou*, Spartacus, 1972, pp. 133-142. Le site internet « La Bataille socialiste » l'a numérisée : bataillesocialiste.wordpress.com/documents-historiques/1939-03-puissance-et-limites-du-marxisme-serge

En une autre circonstance, fin avril 1938, dans une lettre à *The New International*, j'avais demandé : « Quand et comment le bolchévisme a-t-il commencé à dégénérer ? ». Cette question fait le fond du débat qui me sépare de Trotsky et de son orthodoxie, trop encline à reprendre et continuer aujourd'hui les méthodes qui ont contribué à la dégénérescence du bolchevisme, c'est-à-dire à la corruption du marxisme. J'avais notamment posé une question tout à fait précise sur laquelle j'aimerais que Trotsky s'expliquât, car elle trouble pas mal de consciences dans le mouvement ouvrier et présente beaucoup plus d'intérêt que les variations faciles sur le découragement des intellectuels, même appliquées à de vieux militants ouvriers qui ne sont point de son avis. Voici :
« Le moment n'est-il pas venu de constater que le jour de l'année glorieuse 1918 où le Comité Central du parti décida de permettre à des commissions extraordinaires d'appliquer la peine de mort **sur procédure secrète, sans entendre des accusés qui ne pouvaient pas se défendre, est un jour noir** ? Ce jour-là, le Comité Central pouvait rétablir ou ne pas rétablir une procédure d'inquisition oubliée de la civilisation européenne. Il commit en tout cas une faute. Il n'appartenait pas nécessairement à un parti socialiste victorieux de commettre cette faute-là. La révolution pouvait se défendre à l'intérieur – et même impitoyablement – sans cela. Elle se serait mieux défendue sans cela. »
Elle n'aurai pas, en tout cas, créé les armes qui ont servi à fusiller ses partisans.

Je ne m'attendais pas à voir Trotsky reprendre le vieux procédé tant de fois employé contre lui – contre nous – et qui consiste à substituer, dans la discussion, des désaccords imaginaires aux désaccords réels... Je ne m'attendais pas non plus à le voir revenir au vieil idéalisme hégélien, que le marxisme dut surmonter pour naître, en affirmant : « Tout ce qui est rationnel, est réel... » au moment précis où, dans la lutte sociale, le barbare et l'absurde l'emportent, par le fer et par le feu, sur le rationnel. Voyez l'Espagne ouvrière assassinée pour avoir tenté un prodigieux effort vers le rationnel dans l'organisation de la société moderne, c'est-à-dire vers le socialisme.

Salut fraternel.

Victor Serge. [mars 1939]


Je ne m'attendais pas à voir Trotsky reprendre le vieux procédé tant de fois employé contre lui--contre nous--et qui consiste à substituer, dans la discussion, des désaccords imaginaires aux désaccords réels...Je ne m'attendais pas non plus à le voir revenir au vieil idéalisme hégélien, que le marxisme dut surmonter pour naître, en affirmant: " Tout ce qui est rationnel est réel..."~~au moment précis~~ où, dans la lutte sociale, le barbare et l'absurde l'emportent, par le fer et par le feu, sur le rationnel. Voyez l'Espagne ouvrière assassinée pour avoir tenté un prodigieux effort vers le rationnel dans l'organisation de la société moderne, c'est à dire vers le socialisme.

Salut fraternel.

Victor Serge

*   *   *

Beauvoir, Marcuse... sur les valeurs dominantes sexistes

La lutte pour l'égalité comprend nécessairement la lutte contre le sexisme. Pour y parvenir, il faut à la fois abolir les inégalités sociales, économiques et politiques, et en même temps combattre l'idéologie sexiste qui impose ses « valeurs » hiérarchisantes et discriminantes, lesquelles sont souvent inconsciemment acceptées – comme pour toute idéologie dominante.

Le caractère historique des valeurs sexistes a été analysé par le féminisme contemporain : « masculinité et féminité désignent les caractéristiques et les qualités **attribuées socialement et culturellement** aux hommes et aux femmes. [...] Ce sont les rapports sociaux de sexe, marqués par la domination masculine, qui déterminent ce qui est considéré comme "normal" - et souvent interprété comme "naturel" - pour les femmes et les hommes. »[13]
Nous présentons chronologiquement quelques extraits de textes historiques, qui montrent une évolution dans la prise de conscience de ces faits.

Au XIXe siècle, le socialiste marxiste August Bebel écrivait dans *La Femme et le socialisme* :

« Le sexe féminin, dans sa masse, souffre sous deux rapports : il souffre sous la dépendance sociale de l'homme – ce qui sera amélioré mais non supprimé par l'égalité devant la loi et devant la justice – et il souffre sous la dépendance économique qui pèse sur les femmes en général, et surtout sur les femmes du peuple aussi bien que sur les hommes. Il en résulte que toutes les femmes, sans distinction de rang social, ont intérêt, dans leur situation de sexe dominé et préjudicié par les hommes, de voir modifier cet état de choses par des réformes dans l'état social existant, par la révision des lois. La plus grande majorité des femmes a l'intérêt le plus marqué à voir modifier complètement cette situation. C'est ainsi que disparaîtront l'esclavage du salaire, sous lequel la plupart gémissent, et l'esclavage sexuel qui est intimement lié avec nos situations de propriété et d'industrie. »[14]

Il ajoutait plus loin : « L'humanité ne pourra être délivrée sans l'indépendance sociale et l'égalisation des sexes. » Et, en conclusion : « L'avenir appartient au socialisme, c'est-à-dire en tout premier lieu au travailleur et à la femme. »[15]

Alexandra Kollontaï parlait ainsi de ce texte en 1921 : « Dans les années 1870, fut publié le livre d'August Bebel : *la Femme et le Socialisme*, traduit depuis dans toutes les langues [...] Bebel démontra définitivement que la tâche historique de la classe ouvrière est indissolublement liée à celle de la libération de la femme. Il indiqua aussi le chemin qui mène à cette libération : c'est la victoire de la classe ouvrière et la réalisation du système communiste. [...] L'ouvrage de Bebel eut une grande influence »[16].

En 1949, Simone de Beauvoir publiait *Le Deuxième sexe.* Exactement soixante ans après sa publication, cet ouvrage peut être défini comme étant *Le Capital* du féminisme. Examinant en détail tous les aspects de l'existence des femmes dans la société et dans leur vie privée, Beauvoir mettait l'accent sur les contraintes sociales qui pèsent sur leur formation et leur situation, résumant son analyse par la célèbre phrase : « On ne naît pas femme : on le devient. »[17]

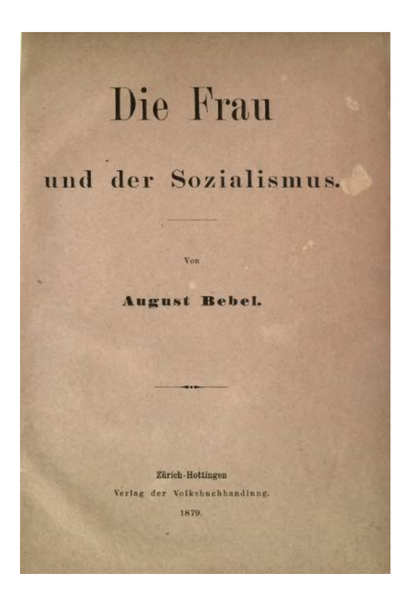
Après avoir rappelé que « dans l'humanité les "possibilités" individuelles dépendent de la situation économique et sociale », Beauvoir écrit que ce sont les hommes qui ont inventé la division entre valeurs « mâles » et « femelles » : « en vérité les femmes n'ont jamais opposé aux valeurs mâles des valeurs femelles : ce sont des hommes désireux de maintenir les prérogatives masculines qui ont inventé cette division ; ils n'ont prétendu créer un domaine féminin – règle de la vie, de l'immanence – que pour y enfermer la femme ». Ce sont les hommes qui « ont créé les valeurs, les mœurs, les religions »[18], éléments de la vie sociale qui infériorisent les femmes. Les valeurs dominantes sont créées par les dominants, dans leur intérêt, et elles contribuent à perpétuer cette domination.

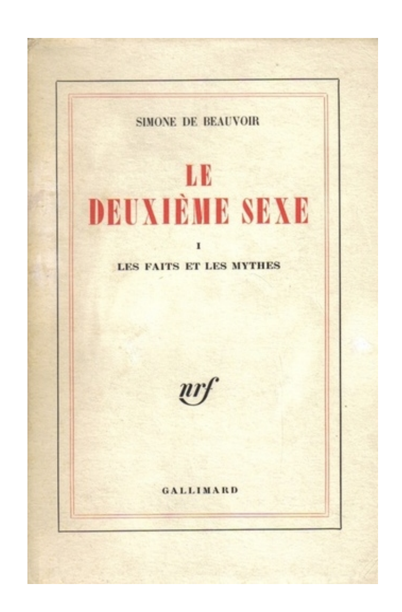
---

13 Pascale Molinier et Daniel Welzer-Lang, dans *Dictionnaire critique du féminisme*, PUF, 2004, p. 77 (souligné par nous).
14 August Bebel, *La Femme et le socialisme*, Volksdrukkerij, 1911, p. 30.
15 August Bebel, *La Femme et le socialisme*, op. cit., pp. 32 et 728.
16 Alexandra Kollontaï, *Conférences sur la libération des femmes*, La Brèche, 1978, pp. 157-158.
17 Simone de Beauvoir, *Le Deuxième sexe*, Gallimard, 1976, Folio essais, tome II, p. 13.
18 Simone de Beauvoir, *Le Deuxième sexe*, tome I, pp. 77, 117 et 222.

Ainsi, Beauvoir parlant de la femme écrit que « acceptant l'idée de son infériorité elle la constitue. » Et plus loin : « On voit que l'ensemble du "caractère" de la femme : ses convictions, ses valeurs, sa sagesse, sa morale, ses goûts, ses conduites, s'expliquent par sa situation. »[19]

Anticipant la nouvelle vague du mouvement féministe, elle annonce qu'« il n'y a pour la femme aucune autre issue que de travailler à sa libération. Cette libération ne saurait être que collective ». Et elle ajoute : « Cependant il ne faudrait pas croire que la simple juxtaposition du droit de vote et d'un métier soit une parfaite libération : le travail aujourd'hui n'est pas la liberté. C'est seulement dans un monde socialiste que la femme en accédant à l'un s'assurerait l'autre. La majorité des travailleurs sont aujourd'hui des exploités. D'autre part, la structure sociale n'a pas été profondément modifiée par l'évolution de la condition féminine ; ce monde qui a toujours appartenu aux hommes conserve encore la figure qu'ils lui ont imprimée. »[20]







Enfin, nous reproduisons un extrait de « Marxisme et féminisme », conférence donnée par Herbert Marcuse en 1974. Le texte en a été publié le 15 mai 1974 dans *Libération*, puis a été repris en avril 1995 dans la revue *Quel corps ?*, et a été réédité en 2007 par les éditions Homnisphères (avec un autre texte de Marcuse : « Le problème du changement social dans la société technologique »)[21].
Marcuse y souligne le caractère intrinsèquement agressif du capitalisme, et le rôle idéologique joué par les valeurs sexistes dans la promotion de cette agressivité. Ces valeurs, qui sont imposées structurellement et idéologiquement, sont à combattre et à renverser.

« Ce qui est en jeu, c'est la négation des valeurs imposées et reproduites dans la société par la domination mâle. Et une subversion aussi radicale des valeurs ne pourra jamais être le simple sous-produit d'institutions sociales nouvelles. Elle doit avoir ses racines dans les hommes et les femmes qui créent ces nouvelles institutions.
Que signifie cette subversion des valeurs dans la transition vers le socialisme ?
D'autre part, cette transition est-elle, en quelque sens que ce soit, la libération et l'essor de caractéristiques *spécialement féminines* à l'échelle de la société ?
Pour répondre à la première question, voici quelles sont les valeurs dominantes de la société capitaliste : productivité guidée par le seul profit, recherche du succès à tout prix, esprit de compétition. C'est en

[19] Simone de Beauvoir, *Le Deuxième sexe*, tome II, pp. 98 et 517-518.
[20] Simone de Beauvoir, *Le Deuxième sexe*, tome II, pp. 522 et 598.
[21] Nous nous basons sur cette édition, pp. 82 à 85 (souligné dans l'original).

d'autres termes, le « principe de rendement », le règne de la rationalité fonctionnelle qui rejette toute passion, une double moralité : l'« éthique du travail » qui signifie pour la grande majorité de la population la condamnation à un travail aliéné et inhumain, et la volonté de puissance, l'étalage de la force et de la virilité.
Or, selon Freud, cette hiérarchie de valeurs reflète une structure mentale dans laquelle l'énergie agressive primaire tend à réduire et à biaiser l'instinct de vie, c'est-à-dire l'énergie érotique. Selon Freud, cette tendance destructive dans la société s'intensifie au fur et à mesure que la civilisation doit avoir recours à une répression accrue afin de maintenir sa domination face aux possibilités de jour en jour plus réelles de libération ; à son tour, cette répression accrue conduit à une stimulation d'un surplus d'agressivité et à sa canalisation en un type d'agression utile à la société. Cette mobilisation totale de l'agressivité ne nous est que trop familière aujourd'hui : militarisation, caractère de plus en plus brutal des forces de « l'ordre », fusion de la sexualité et de la violence, attaque directe contre l'instinct de vie qui nous pousse à vouloir préserver et reconstruire l'environnement, attaque contre la législation « anti-pollution », etc.
Ces tendances sont enracinées dans l'infrastructure même du capitalisme avancé. L'aggravation de la crise économique, les limites de l'impérialisme, la reproduction de la société en place par le gâchis et la destruction, tout cela se fait de plus en plus sentir et nécessite des contrôles sans cesse accrus et étendus de la population pour la maintenir au pas. Ces contrôles et cette manipulation pénètrent profondément la structure mentale et touchent au domaine de l'instinct même. Aujourd'hui, la totalisation de l'agressivité et la répression pénètrent la société toute entière à un degré tel que l'image du socialisme s'en trouve modifiée sur un point essentiel. Le socialisme en tant que société *qualitativement différente* doit incarner *l'antithèse*, la négation historique des besoins et des valeurs restrictifs et répressifs du capitalisme comme forme de culture dominée par le mâle. »

*   *   *

« Si construire l'avenir et dresser des plans définitifs pour l'éternité n'est pas notre affaire, ce que nous avons à réaliser dans le présent n'en est que plus évident : je veux dire la critique radicale de tout l'ordre existant. » (Karl Marx)

Critique Sociale n° 7, septembre 2009

Bulletin d'informations et d'analyses pour la conquête de la démocratie et de l'égalité

Notre but est de contribuer à l'information et à l'analyse concernant les luttes sociales et les mouvements révolutionnaires dans le monde. Nous nous inspirons du « marxisme », en particulier du « luxemburgisme », certainement pas comme des dogmes (qu'ils ne sont en réalité nullement), mais comme des outils contribuant au libre exercice de l'esprit critique, à l'analyse de la société, et à la compréhension de sa nécessaire transformation par l'immense majorité. Nous combattons le capitalisme et toutes les formes d'oppression (sociales, politiques, économiques, de genre). Nous militons pour que « l'émancipation des travailleurs soit l'œuvre des travailleurs eux-mêmes », pour une société démocratique, libre, égalitaire et solidaire : une société socialiste, au véritable sens du terme.

www.critique-sociale.info   contact@critique-sociale.info
Pour recevoir *Critique Sociale*, envoyez un mail à : critiquesociale-subscribe@yahoogroupes.fr

Démocratie - Liberté - Egalité - Solidarité / Democracy - Freedom - Equality - Solidarity / Democracia - Libertad - Igualdad - Solidaridad / Demokratie - Freiheit - Gleichheit - Solidarität / Democrazia - Libertà - Uguaglianza - Solidarietà / Demokrácia - Szabadság - Egyenlõség - Osszetartás